

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Cahier des charges

Julien Lefort-Favreau

Numéro 313, automne 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/83397ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lefort-Favreau, J. (2016). Compte rendu de [Cahier des charges]. *Liberté*, (313), 52–53.

Tous droits réservés © Julien Lefort-Favreau, 2016

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Cahier des charges

La littérature québécoise réclame une critique aussi vivante qu'elle.

JULIEN LEFORT-FAVREAU

POURQUOI s'acharner à vouloir faire de la critique? Faisons un petit détour. Dans « Indépendance du discours et discours de l'indépendance », article publié dans *Liberté*, André Belleau mettait au jour la manière dont le résultat du référendum de 1980 était la conséquence d'un antagonisme de longue date qui avait vu le jour dans et par la littérature. Résumons grossièrement sa pensée : dans les années 1960, *Liberté* et *Parti Pris* ont mis l'épaule à la roue de la Révolution tranquille en sachant saisir dans la littérature un discours social en latence, qui appelait à une émancipation nationale. Le pays avait besoin d'être nommé, il le fut par les écrivains et les intellectuels.

La fonction de l'intellectuel, dans cette économie, est celle du *transcodage*, qui consiste à lire la nouveauté politique et à la décrypter. L'intellectuel n'invente pas la nouveauté, au mieux, il l'accueille. Belleau poursuit en nous disant que *Cité libre*, elle, n'a pas su comprendre la nouveauté et, du coup, a délégitimé l'idée d'indépendance. Résultat vingt ans plus tard : échec du référendum alors que Trudeau (papa) a changé d'adversaire, troquant Aquin pour Lévesque. Comme quoi il ne faut pas sous-estimer les joutes intellectuelles dans les revues.

Je crois que nous avons, dans les seize derniers numéros de la revue, tenté de *transcoder* modestement des idées politiques que l'on retrouve dans des ouvrages d'imagination de natures diverses. Je dis *modestement*, car nous ne savons strictement rien de ce qui constitue véritablement une *nouvelle idée politique*, bêtement parce qu'elle est nouvelle et que nous ne savons pas encore tout à fait la lire. Concrètement, je crois que cela indique une interprétation fluctuante des rapports entre art et politique : d'une part – Mathieu Arseneault le dit mieux que moi –, il me semble que notre époque, avec ses mutations technologiques et sociologiques, voit se transformer profondément la nature des objets d'art, leur place et leur fonction dans la société. Et d'autre part, le politique est lui aussi toujours changeant parce qu'il correspond à des rapports concrets entre les sujets d'une communauté.

Ainsi, nous tentons parfois de parler d'œuvres qui nous imposent différentes figures de résistance, que ce soit la femme qui refuse de *tenir* sa place dans le texte de Marie Parent sur Alice Munro; le poète qui dresse l'inventaire du monde pour contrer le chaos chez René Lapierre sous la

plume d'Anne-Renée Caillé; la mise en scène romanesque d'un passé inapaisé (Daniel Letendre sur Patrick Deville); l'identification des identités qui découpent l'espace politique (Laurence Côté-Fournier sur Ta-Nehisi Coates). Mais rien de tout cela ne définit une politique homogène de la littérature. C'est aussi pour cela qu'il existe, dans le cahier critique, une assez grande variété de tons et une hétérogénéité dans le choix des œuvres. Le politique ne concerne pas uniquement les rapports de domination étatisés ou policés; il est aussi un ensemble de modes de vie (dominants ou alternatifs) qui déterminent des rapports sensibles et concrets à notre environnement. L'art est souvent une forme de lieu d'élaboration de ces sensibilités, un lieu d'émergence de façons de vivre.

Sous la houlette « art et politique », nous tentons d'éviter deux écueils. Le premier serait la dénégation radicale d'une corrélation entre les deux éléments et le second, l'affirmation que l'art a un statut d'exception dans l'ensemble des discours. Les postures qui réifient la littérature nous semblent nombreuses et nous y sommes allergiques, ce qui ne veut évidemment pas dire que nous n'en reconduisons pas un certain nombre à notre insu. Se débarrasser des discours ésotériques sur la littérature me semble le premier geste à accomplir pour véritablement s'emparer de la puissance politique de la littérature. Il faut savoir se battre vigoureusement contre un discours critique « passionné » sur la littérature, vecteur de vieux poncifs hédonistes me semblant, à terme, n'avoir comme effet que de couper la littérature des débats qui agitent la cité et auxquels les écrivains et écrivaines participent de manière directe ou indirecte.

Si je déplore l'état de la pensée critique, c'est parce qu'elle ne me semble pas accompagner adéquatement une littérature québécoise en bonne santé. Vitalité chez les jeunes (Judy Quinn, Maxime Raymond Bock, Julie Delporte, Patrice Lessard, Dominique Scali), mais aussi chez une génération qui s'est imposée comme un horizon de référence : Catherine Mavrikakis, Lise Tremblay, Michael Deslisle, Patrick Nicol, Carole David. Je tenterai, dans un prochain article, de baliser les grandes tendances de la littérature québécoise, de tenter de voir où le vent souffle.

Pour l'instant, remarquons que nombre de ces œuvres sont peu accompagnées par une parole critique. Dès le texte inaugural de cette section dans le numéro 297, j'en appelais

à un dialogue entre auteurs et lecteurs qui passerait par la médiation de la critique. Sans médiation, les œuvres ne sont reçues que par le prisme de la promotion et du marketing. Peut-être suis-je idéaliste, ou attaché à mon insu à de vieilles valeurs humanistes, mais je persiste à croire que la littérature constitue une portion congrue de la réflexion sur le sens de nos valeurs communes, des termes de notre vie démocratique, de notre devenir historique – bref, de notre culture. La littérature, dans cette économie, n'est pas réductible à sa fonction de divertissement. Il n'est pas exclu que, lisant un roman, je sois *distrait* de la vie courante – mais ce ne sera que pour mieux y revenir par la suite, idéalement enrichi des émotions suscitées par ma lecture, des connaissances nouvellement acquises, des expériences que j'aurai vécues par procuration – prêt à retourner dans le monde.

Toutefois, la littérature n'existe pas seule dans son coin : elle a besoin d'un discours pour la supporter, la construire socialement, la faire exister dans la sphère publique afin que la lecture individuelle devienne un geste partagé (ni oisif, ni élitiste), et que l'écrivain relance par son œuvre – qu'elle entre dans le champ de la *culture* par une forme d'interlocution qui corresponde à la vie publique de l'art. L'absence de critique a des conséquences qui dépassent largement le seul champ de l'art et qui concernent l'ensemble de la *pensée critique*. Car, au fond, avoir un discours critique sur la littérature ne constitue pas le parent pauvre de la création ; il est en soi une activité créatrice et engagée. Loin du cliché qui ferait du critique un esthète solipsiste jugeant les œuvres selon des critères évanescents, il me semble que le critique inscrit l'œuvre dans sa société et cherche à installer une discussion qui le dépasse. La lecture est, certes, contrairement au théâtre, un acte d'abord individuel, mais elle prend tout son sens quand elle rencontre les interprétations des autres. À quelques reprises, nous avons convié nos lecteurs à participer à des tables rondes organisées en collaboration avec les libraires de Gallimard Montréal et des critiques du *Devoir*. L'avenir nous réserve d'autres initiatives de ce genre, où la littérature devient l'objet de discussions, de débats. Il faut parler d'elle pour qu'elle existe dans l'espace social.

Je remarque que la périodicité lente de la revue nous éloigne parfois des critiques négatives, quand bien même nous sommes plusieurs dans l'équipe à avoir un fort tropisme pour le jugement sévère. Il ne s'agit pas d'une volonté de préserver le pauvre écosystème littéraire fragile, mais bien de l'envie de réserver notre dent dure pour les livres dont les défauts nous

apparaissent symptomatiques d'un mal plus large. Et il faut bien dire que chaque fois que nous avons émis des réserves consistantes, cela a provoqué plus de réactions qu'à chaque critique dithyrambique accueillie dans un parfait silence.

L'absence de réception des livres a peu à voir avec un déclin inéluctable des civilisations lettrées (tousotement), mais bien avec une sorte de désagrégation de la sphère culturelle. Les œuvres ne sont pas moins bonnes et les masses ne sont pas plus aliénées. Mais il faut admettre que l'idéologie fait parfois son œuvre et qu'une sorte de lien entre les deux pôles s'est coupé. La fréquentation de l'œuvre de Kristin Ross, recensée ici par moi-même, m'a fait comprendre que le propre de l'idéologie, c'est de maintenir séparé ce qu'il faudrait réunir pour mieux comprendre le monde. Est-il naïf de croire que le travail de la pensée qui tente de *lier* les œuvres entre elles correspond à un effort de faire du *lien social* ?

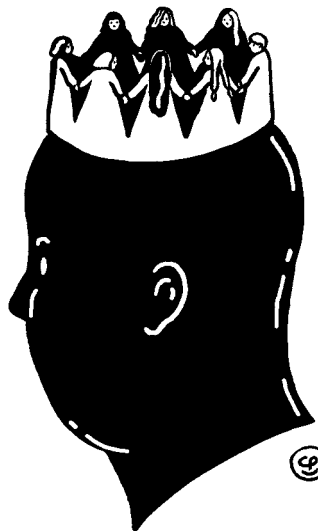
J'aimerais que la recension de romans, de poésie ou d'essais dans une revue comme *Liberté* ait comme effet d'amener des

lecteurs de sciences humaines à envisager la littérature comme un outil de saisie critique du monde. Je constate parfois, lorsque je parle à mes collègues de sciences sociales, qu'ils passent peu par les voies littéraires pour nommer les réalités complexes et contradictoires que nous traversons, nos dilemmes moraux, les iniquités sociales, les rapports conflictuels à l'histoire, les inquiétudes quant au futur. La littérature aurait-elle donc perdu, quelque part entre la première et la dernière mouture des *Belles histoires*, sa capacité à dire le monde ? Pas sûr. Je crois que toute une économie symbolique, tout un discours de légitimation de la littérature a disparu. Mais les œuvres dont nous avons parlé continuent à faire ces choses, et souvent très

bien. Il nous revient de défendre cette position avec assurance. Voilà le défi (littéraire, critique) de notre époque.

La critique produit-elle un savoir – même éphémère ? Le pouvoir détourne le sens des mots, et non seulement cela, il utilise maintenant les moyens du storytelling pour le faire. Lire *Gouvernance* d'Alain Deneault permet de le comprendre. Lire les chroniques de Suzanne Jacob recèle également cette vertu. Le phénomène est loin d'être nouveau, mais cette concurrence des discours s'accroît et la littérature doit certainement composer avec un ennemi de plus en plus puissant. Nous revenons souvent sur la manière dont la littérature utilise les lieux communs pour mieux les détourner. En nos temps difficiles, si elle parvient à redonner aux mots leur sens dévoyé, ce sera déjà ça de pris. Espérons l'accompagner dans cette lutte. L

EN MILLE MOTS



Les filles au Moyen Âge, film d'Hubert Viel (France, 2016).